

N° 2424.

---

## AUTRICHE ET SUÈDE

Convention concernant l'extradition  
réciproque des malfaiteurs et l'as-  
sistance judiciaire en matière  
pénale, avec protocole final. Signés  
à Vienne, le 24 mars 1930.

---

## AUSTRIA AND SWEDEN

Convention concerning the reciprocal  
Extradition of Criminals and Judi-  
cial Cooperation in Criminal Mat-  
ters, with Final Protocol. Signed  
at Vienna, March 24, 1930.

N° 2424. — CONVENTION<sup>1</sup> ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE SUÈDE CONCERNANT L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MALFAITEURS ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE. SIGNÉE A VIENNE LE 24 MARS 1930.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 août 1930.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, désireux de régler les questions ayant trait à l'extradition des malfaiteurs et à l'assistance judiciaire en matière pénale et de conclure une convention à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. Ulf Torsten UNDÉN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la République d'Autriche,

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Jean SCHOBER, docteur en droit, chancelier fédéral,

Lesquels, ayant vérifié leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

*Article premier.*

Les Etats contractants s'engagent à se livrer réciproquement, dans les conditions déterminées par la présente convention, les individus condamnés ou poursuivis dans le territoire de l'un desdits Etats à raison d'une des infractions énumérées à l'article 2 et qui se seront réfugiés sur le territoire de l'autre Etat.

*Article 2.*

1. L'extradition sera accordée à raison d'un des faits ci-après énumérés, lorsqu'il constitue une infraction pouvant, aux termes du Code pénal suédois ou de la loi maritime suédoise, entraîner la peine de la réclusion (« *straffarbete* ») et qui est qualifiée « *Verbrechen* » par le code pénal autrichien, à savoir :

1° Contrefaçon ou altération de monnaie ou de billets de banque ; fabrication ou acquisition, dans une intention frauduleuse, d'outils ou d'instruments destinés à servir à une telle contrefaçon ou altération ; émission ou mise en circulation de fausse monnaie ou de billets de banque contrefaits ou falsifiés ;

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 5 juin 1930.

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2424. — CONVENTION <sup>2</sup> BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF SWEDEN CONCERNING THE RECIPROCAL EXTRADITION OF CRIMINALS AND JUDICIAL COOPERATION IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT VIENNA, MARCH 24, 1930.

*French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 11, 1930.*

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of settling the questions relating to the extradition of criminals and judicial cooperation in criminal matters, and of concluding a Convention for this purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency M. Ulf Torsten UNDÉN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Austrian Republic,

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Johann SCHÖBER, Doctor of Laws, Federal Chancellor,

Who, having verified their full powers, found in good and due form, have agreed on the following :

*Article 1.*

The Contracting States undertake to surrender to each other, under the conditions laid down in the present Convention, persons who have been sentenced or are being proceeded against in the territory of one of the said States in respect of one of the offences set out in Article 2, and who have taken refuge in the territory of the other State.

*Article 2.*

1. Extradition shall be granted in respect of any of the offences specified below when the offence involves, under the terms of the Swedish Penal Code or Swedish maritime law, the penalty of imprisonment with hard labour ("*straffarbete*") or amounts to what is termed "*Verbrechen*" in the Austrian Penal Code, namely :

(1) Counterfeiting or altering currency or banknotes ; manufacture of, or procuring, with criminal intent, tools or appliances intended to be used for such counterfeiting or altering ; uttering or circulating counterfeit coin or counterfeit or forged banknotes ;

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

<sup>2</sup> The exchange of ratifications took place at Stockholm, June 5, 1930.

- 2° Falsification de titre publics ou privés, usage illicite de titres falsifiés ; destruction, déplacement ou établissement frauduleux de bornes ;
- 3° Contrefaçon de sceaux, marques, poinçons et timbres publics ; usage de sceaux, marques, poinçons et timbres contrefaits ou altérés ;
- 4° Faux serment ;
- 5° Assassinat (infanticide et parricide y compris), meurtre ;
- 6° Avortement volontaire provoqué par une personne autre que la femme enceinte ;
- 7° Exposition ou délaissement d'un enfant ou de toute autre personne hors d'état de se protéger elle-même ;
- 8° Empoisonnement de marchandises, mise en circulation de marchandises nuisibles à la santé des hommes ou des animaux ;
- 9° Propagation de maladies contagieuses et dangereuses des hommes et des animaux ; infraction aux prescriptions destinées à prévenir ou à combattre les épizooties ; transmission avec préméditation d'une maladie vénérienne ;
- 10° Sévices ayant occasionné, soit la mort sans intention de la donner, soit une maladie ou lésion corporelle grave ;
- 11° Détention ou séquestration illégales d'autrui ;
- 12° Enlèvement d'enfants âgés de moins de quinze ans ;
- 13° Suppression ou substitution d'enfants ;
- 14° Attentat à la liberté individuelle commis avec violence ou menace pour contraindre une personne à faire ou à tolérer quelque chose ou à s'en abstenir ;
- 15° Viol ;
- 16° Commerce charnel, soit avec une personne aliénée ou se trouvant en état de délire, de sommeil ou d'évanouissement, soit avec un mineur âgé de moins de quatorze ans ou avec une personne soumise à l'autorité de l'inculpé ;
- 17° Proxénétisme, prostitution ou corruption de mineurs, facilitée ou favorisée par les parents ou par toute autre personne chargée de leur surveillance ;
- 18° Inceste ;
- 19° Bigamie ;
- 20° Dénonciation ou plainte calomnieuse ;
- 21° Vol avec ou sans violence, effraction, recel ;
- 22° Escroquerie ; détournement ; abus de confiance ;
- 23° Incendie ; acte volontaire provoquant une inondation, une explosion ou une avarie ; destruction volontaire d'une construction publique ;
- 24° Fabrication ou détention illicites de substances explosibles ;
- 25° Instigation ou conduite de mutinerie, violences contre des personnes ou sur des biens en cas de mutinerie ;
- 26° Violences ou menaces d'un marin contre le capitaine du navire ou tout autre supérieur dans l'exercice de ses fonctions, soit pour le contraindre à prendre une mesure de service ou l'en empêcher, soit pour se venger d'une mesure prise ;
- 27° Falsification du journal de bord ou du journal de la machine ;
- 28° Abandon de navire par le capitaine.

2. L'extradition sera accordée même dans le cas où le fait délictueux visé par la demande d'extradition constitue une infraction ne pouvant donner lieu à l'extradition, aux termes de l'alinéa 1<sup>er</sup>, que si elle est accompagnée de circonstances aggravantes et même quand celles-ci n'ont pas été établies.

- (2) Forging of public or private securities, unlawful use of forged securities ; destruction, displacement or fraudulent setting up of boundary marks ;
- (3) Forgery of public seals, marks, punches and stamps ; use of forged or altered seals, marks, punches and stamps ;
- (4) Perjury ;
- (5) Premeditated homicide (including infanticide and parricide), wilful homicide ;
- (6) Wilful abortion procured by a person other than the expectant mother ;
- (7) Exposure or desertion of a child or any other person unable to protect himself ;
- (8) Poisoning of merchandise, selling or distributing merchandise harmful to the health of men or animals ;
- (9) Propagation of infectious and dangerous diseases in men or animals ; offence against the provisions for preventing or combating epizooties ; transmission of a venereal disease with premeditation.
- (10) Ill-treatment causing the death of the victim, without intention to do so, or serious illness or bodily hurt ;
- (11) Unlawful detention or imprisonment of another ;
- (12) Abduction of children under fifteen ;
- (13) Removal or substitution of children ;
- (14) Offence against personal freedom committed with violence, or threats to induce another to do or tolerate some act or refrain from doing some act ;
- (15) Rape ;
- (16) Carnal knowledge of a mad, delirious, sleeping or fainting person, or with a minor under fourteen years of age, or with a person under the offender's authority ;
- (17) Procuring, prostitution or corruption of minors, facilitated or encouraged by the relatives or any other person responsible for their supervision ;
- (18) Incest ;
- (19) Bigamy ;
- (20) Defamatory denunciation or complaint ;
- (21) Robbery or larceny ; housebreaking and burglary ; receiving stolen goods ;
- (22) Swindling ; embezzlement ; breach of trust ;
- (23) Arson ; wilfully causing a flood, explosion, or other damage ; wilful destruction of a public edifice ;
- (24) Unlawful manufacture or being in possession of explosive substances ;
- (25) Inciting or leading a mutiny, violence against persons or property in the case of mutiny ;
- (26) Violence or threats on the part of seamen against the captain of a vessel or any other superior in the exercise of his duties, either to compel him to take some step in the course of his duties or prevent him from doing so, or as revenge for some step taken ;
- (27) Forging a ship's log or engine log.
- (28) Abandonment of a vessel by the captain.

2. Extradition shall be granted even when the offence mentioned in the requisition for extradition is one which can only give rise to extradition under the terms of paragraph 1 if it is accompanied by aggravating circumstances and shall be so accorded even when the latter have not been proved.

3. L'extradition sera accordée aussi pour tentative ou complicité (instigation, aide et assistance) d'une des infractions susvisées, pourvu que cette tentative ou cette complicité puisse entraîner une peine aussi forte que celle prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et puisse être qualifiée ainsi qu'il est prévu audit alinéa.

4. L'extradition pourra être réclamée aussi quand elle vise des individus condamnés ou poursuivis à raison d'infractions punissables d'après les lois pénales militaires, lorsque ces infractions sont de telle nature que, commises par des individus non soumis auxdites lois, elles seraient, en vertu du présent article, de nature à motiver l'extradition.

5. La liste des infractions pouvant donner lieu à l'extradition pourra être complétée en tout temps par arrangement conclu entre les gouvernements des Etats contractants et les dispositions de la présente convention s'appliqueront aux infractions ajoutées à ladite liste comme si celles-ci y avaient été énumérées.

#### Article 3.

1. L'extradition ne pourra être réclamée pour les infractions politiques. Toutefois, lorsque le fait pour lequel elle est demandée comprend aussi une infraction non-politique, elle pourra être accordée pourvu que, eu égard aux circonstances du cas particulier, l'infraction soit à considérer comme ayant essentiellement un caractère non-politique.

2. L'extradition des individus condamnés ou poursuivis à raison d'une infraction commise contre une autorité publique ne pourra être réclamée que dans le cas où le fait délictueux comprend en même temps une autre infraction qui, aux termes de l'article 2, soit de nature à la motiver.

3. L'extradition n'aura pas lieu à raison d'un fait qui, d'après les lois de l'Etat requis, constitue une infraction aux dispositions des lois spéciales sur la liberté de la presse.

4. Il appartiendra à l'Etat requis de décider si une infraction est à considérer, d'après les dispositions du présent article, comme étant de nature à ne pas motiver l'extradition.

#### Article 4.

1. En aucun cas les Etats contractants ne se livreront réciproquement leurs propres nationaux.

2. L'extradition n'aura pas lieu pour une infraction pour laquelle la compétence, selon les lois de l'Etat requis, est exclusivement réservée aux tribunaux de cet Etat.

3. Si l'infraction pour laquelle l'extradition demandée a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition ne sera accordée que dans le cas où la législation de l'Etat requis permet, dans des circonstances analogues, la poursuite en justice d'une infraction de l'espèce commise hors de son territoire.

#### Article 5.

L'extradition n'aura pas lieu :

1<sup>o</sup> Si l'infraction donnant lieu à la demande a déjà été l'objet d'un jugement ou d'un acte d'accusation dans l'Etat requis avant qu'il soit saisi de la demande d'extradition ;

2<sup>o</sup> Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois de l'Etat requis.

#### Article 6.

1. Si l'individu réclamé a été condamné par un jugement définitif dans l'Etat requis, pour une infraction autre que celle pour laquelle il est réclamé, son extradition n'aura pas lieu avant qu'il

3. Extradition shall also be granted for attempts to commit, or complicity in (instigating, aiding and abetting) one of the above-mentioned offences provided the attempt or complicity involves a penalty as heavy as that specified in paragraph 1, and may be described as laid down in the said paragraph.

4. Extradition may be claimed also in the case of persons who have been sentenced or are being proceeded against for offences punishable under military criminal law when the offences are of such a kind that, if they had been committed by persons not subject to military jurisdiction, they would, under the present Article, afford sufficient ground for extradition.

5. The list of offences giving rise to extradition may be amplified at any time by an arrangement concluded between the Governments of the Contracting States, and the provisions of the present Convention shall apply to any offences added to this list, as if they were already included therein.

#### *Article 3.*

1. Extradition may not be claimed for political offences. When, however, the act for which it is demanded also comprises a non-political offence, extradition may be granted, provided that, in view of the circumstances of the particular case, the offence may be regarded as being of an essentially non-political character.

2. The extradition of persons who have been sentenced or who are being proceeded against for an offence committed against some public authority may only be claimed when the delict also includes another offence which, under Article 2, would give rise to extradition.

3. Extradition shall not be granted in respect of an act which, according to the law of the State applied to, constitutes an offence against the provisions of special laws on the freedom of the press.

4. The State applied to shall be entitled to decide whether an offence is to be regarded, under the provisions of the present Article, as one not calling for extradition.

#### *Article 4.*

1. In no case shall the Contracting States deliver up to each other their own nationals.

2. Extradition shall not take place in respect of an offence which, according to the law of the State applied to, comes exclusively within the jurisdiction of the courts of that State.

3. If the offence for which extradition is claimed was committed outside the territory of the State making the requisition, extradition shall only be granted if the law of the State applied to allows, under similar circumstances, legal proceedings to be taken in respect of an offence of the same kind committed outside its territory.

#### *Article 5.*

Extradition shall not take place :

(1) If, before the requisition for extradition is received, judgment has already been given or an indictment preferred in the State applied to in respect of the offence on which the requisition is based ;

(2) If exemption from prosecution or punishment has been acquired through lapse of time according to the law of the State applied to.

#### *Article 6.*

1. If the person claimed has already been sentenced by a final judgment in the State applied to for an offence other than that for which he is claimed, he shall not be surrendered until he has

ait entièrement subi sa peine. En cas de raisons très spéciales, l'autre Etat pourra toutefois réclamer son extradition provisoire en vue de procéder à l'instruction de son procès, à charge de s'engager à le livrer immédiatement de nouveau, dès qu'un jugement définitif aura été rendu, à l'autorité compétente de l'Etat qui l'aura extradé.

2. Si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour une autre infraction, il appartiendra à cet Etat de décider si son extradition aura lieu avant que l'action intentée contre lui ait abouti à une sentence définitive.

#### Article 7.

1. Nul ne pourra, après avoir été livré par l'un des Etats contractants à l'autre, ni être poursuivi ou puni sur le territoire de celui-ci pour un fait commis avant son extradition et autre que celui pour lequel l'extradition a eu lieu, ni, sauf dans le cas prévu à l'article 9, alinéa 2, être livré à un Etat tiers, à moins que l'Etat qui l'a extradé n'en donne l'autorisation, conformément aux dispositions de l'article 13, ou que l'individu extradé n'y ait consenti librement et publiquement par-devant un tribunal ou une autre autorité compétente, ou encore, à moins que, après avoir été définitivement acquitté ou remis en liberté à l'expiration de sa peine, il n'ait négligé de quitter le pays dans le délai d'un mois, bien qu'il n'y eût pas d'empêchement à son départ, ou n'y soit revenu après l'avoir quitté.

2. Durant le délai d'un mois stipulé à l'alinéa précédent, et à moins que l'individu extradé ne se rende coupable d'une nouvelle infraction, aucun empêchement ne devra être mis à sa sortie du pays.

3. L'individu extradé ne pourra être traduit, pour l'infraction ayant motivé son extradition, par-devant un tribunal auquel la compétence nécessaire pour connaître des affaires de l'espèce n'aurait été attribuée qu'en vue de ce cas particulier ou de circonstances exceptionnelles et spéciales.

4. Si l'extradition est accordée pour une infraction aux lois pénales militaires ou pour une infraction commise contre une autorité publique, l'individu livré ne sera puni pour ladite infraction que dans la mesure où elle est de nature à motiver son extradition. Si l'extradition est accordée en vertu de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, pour une infraction ayant un caractère essentiellement non-politique, l'individu livré ne sera pas puni pour l'acte visé comme pour une infraction de nature politique.

5. Si l'individu à extraire a été condamné à mort ou si le fait pour lequel l'extradition est demandée est passible, selon la loi de l'Etat requérant, de cette peine, il pourra être stipulé que la peine de mort ne sera pas exécutée.

#### Article 8.

1. La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique. Elle devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée, en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation rendu par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt émané d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente, et spécifiant la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise. Lorsqu'il s'agit d'infractions contre la propriété, le dommage que le coupable a causé ou qu'il avait l'intention de causer devra autant que possible être indiqué. Le texte des dispositions pénales en vigueur dans l'Etat réclamant et applicables à l'infraction et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé et sa photographie seront annexés à la demande d'extradition.

2. Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'informations soit jugé nécessaire, l'Etat réclamant pourra être invité à fournir ce qui ferait défaut.

3. En aucun cas, l'Etat réclamant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.



served the whole of his sentence. For very special reasons, however, the other State may claim provisional extradition with a view to preparing the case, provided it undertakes to return the prisoner, as soon as a final judgment has been given, to the competent authorities of the State which has surrendered him.

2. If the person claimed is being proceeded against in the State applied to in respect of another offence, that State shall decide whether the prisoner is to be surrendered before a final judgment has been given in respect of the proceedings taken against him.

#### *Article 7.*

1. No person surrendered by either Contracting State to the other may be proceeded against or punished in the territory of the latter for an act committed prior to extradition other than that for which extradition is granted, nor, except in the case provided for in Article 9, paragraph 2, may he be delivered up to a third State unless the State surrendering him gives its permission in accordance with the provisions of Article 13, or the person surrendered freely and publicly gives his consent before a court or other competent authority, or unless, after having been finally acquitted or set at liberty after serving his sentence, he fails to leave the country within one month — there being nothing to hinder his departure — or has come back to the country after leaving it.

2. During the month referred to in the preceding paragraph, unless the person surrendered commits a further offence, no obstacle shall be placed in the way of his leaving the country.

3. The person surrendered may not be brought, for the offence on which his extradition was based, before a court to which the necessary jurisdiction to try offences of the kind has only been granted for the particular case or in exceptional and special circumstances.

4. If extradition is granted for an offence under military criminal law or for an offence committed against some public authority, the person delivered up shall only be punished for that offence to the extent to which it could form a basis for his extradition. If extradition is granted under Article 3, paragraph 1, for an offence of an essentially non-political character, the person surrendered shall not be punished for the act as an offence of a political nature.

5. If the person to be surrendered has been condemned to death, or if the act for which extradition is requested is punishable with death under the law of the State making the requisition, the State applied to may demand that the death penalty shall not be carried out.

#### *Article 8.*

1. The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel. It must indicate the nationality of the person claimed and be accompanied by the original or a certified copy either of a sentence pronounced by a Court or a warrant of arrest issued by a Court or any other competent authority, specifying the nature of the offence together with the date on which and the place at which it was committed. In the case of offences against property, the amount of the damage the offender caused or intended to cause shall as far as possible be indicated. The text of the penal provisions in force in the State making the requisition, which are applicable to the offence in question, and whenever possible a description of the person claimed and his photograph, shall be attached to the requisition for extradition.

2. If the documents transmitted are incomplete or if additional information is thought necessary the applicant State may be called upon to furnish the information lacking.

3. In no case shall the applicant State be required to produce proof of the guilt of the person claimed.

*Article 9.*

1. Si l'individu dont l'extradition est demandée, en vertu des dispositions de la présente convention, par l'un des Etats contractants, est réclamé aussi par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants il sera livré.

2. Si, dans le cas prévu ci-dessus, les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, stipuler que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat.

*Article 10.*

1. En attendant la demande régulière d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement. La demande d'arrestation provisoire pourra être adressée, soit par la voie diplomatique, soit directement par les autorités locales compétentes par écrit ou par télégraphe aux autorités de l'Etat requis. Elle indiquera l'infraction dont l'individu réclamé est inculpé, la date et le lieu où elle a été commise, et, autant que possible, la nationalité de l'individu réclamé et son signalement, et donnera avis de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt conforme aux dispositions de l'article 8. Elle fera connaître, en outre, qu'une demande régulière d'extradition sera adressée ultérieurement à l'Etat requis.

2. Si l'individu réclamé a été provisoirement arrêté, conformément aux dispositions ci-dessus, et que, dans le délai d'un mois à compter du jour où le représentant diplomatique de l'Etat requérant auprès du Gouvernement de l'Etat requis aura reçu avis de l'arrestation, l'Etat requérant n'adresse pas une demande régulière d'extradition du détenu à l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation a eu lieu, l'individu arrêté pourra être remis en liberté.

*Article 11.*

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai d'un mois à compter du jour où son représentant diplomatique auprès du gouvernement de l'Etat requis aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement. Passé ce délai, ledit individu pourra être mis en liberté.

*Article 12.*

Lorsqu'un individu aura été arrêté conformément aux dispositions de la présente convention, tous les objets en sa possession lors de son arrestation qui pourraient servir de preuve pour la constatation de l'infraction ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie lésée, seront saisis et, si l'extradition est accordée, délivrés aux autorités de l'Etat réclamant.

2. L'Etat requis pourra faire, relativement à ces objets, toutes les réserves qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder les droits des tiers.

*Article 13.*

Si, nonobstant les conditions visées à l'article 7, l'un des Etats contractants désire poursuivre un individu qui lui a été livré, à raison d'une infraction autre que celle pour laquelle il a été extradé et commise antérieurement à son extradition, ou le livrer à un Etat tiers, il devra en demander l'autorisation par la voie diplomatique. Cette demande indiquera la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise, ou sera accompagnée de pièces fournissant lesdites indications. Si la demande a pour objet la poursuite de l'individu extradé et qu'elle vise une infrac-

*Article 9.*

1. If the person whose extradition is demanded by either contracting State under the provisions of the present Convention is also claimed by one or more other States, it shall be for the State applied to to decide to which of the applicant States the person shall be surrendered.

2. If, in the case mentioned above, the requisitions for extradition relate to different offences, the State applied to may, when granting extradition, make it a condition that the person claimed shall, on the expiry of his sentence, be surrendered to another State.

*Article 10.*

1. Pending the formal requisition for extradition, a person may be arrested provisionally. The request for his provisional arrest may be addressed either through the diplomatic channel or direct by the competent local authorities, in writing or by telegraph, to the authorities of the State applied to. The request shall indicate the offence of which the person in question is accused, the date when and place where it was committed and, as far as possible, the nationality of the person and his description, and shall give notice of the existence of any sentence or warrant of arrest in conformity with the provisions of Article 8. The request shall also state that a formal requisition for extradition will be subsequently addressed to the State applied to.

2. If the person claimed has been provisionally arrested in accordance with the foregoing provisions, and if the State applied to has not, within one month as from the date on which the diplomatic representative of the applicant State accredited to the Government of the State applied to received notice of the arrest, addressed a formal requisition for the extradition of the person detained in custody to the State in the territory of which the arrest was made, that person may be set at liberty.

*Article 11.*

If extradition is granted, the applicant State shall be bound to have the person claimed surrendered within one month as from the date on which its diplomatic representative accredited to the Government of the State applied to received notice to the effect that extradition can be effected immediately. After this period has elapsed, the person in question may be set at liberty.

*Article 12.*

1. When a person has been arrested in accordance with the provisions of the present Convention, all articles in his possession at the time of his arrest which may serve as proof of the offence or the surrender of which may be demanded by the injured party, shall be seized and, if extradition is granted, handed over to the authorities of the applicant State.

2. The State applied to may make any reservation with regard to these articles which it may deem necessary for the purpose of safeguarding the rights of third parties.

*Article 13.*

If, notwithstanding the conditions laid down in Article 7, either Contracting State wishes to take proceedings against a person surrendered to it, in respect of an offence other than that for which he was surrendered and committed previous to his extradition, or to surrender him to a third State, it must request permission through the diplomatic channel. This request shall indicate the nature of the offence and the date when and place where it was committed, or shall be accompanied by documents giving the necessary information. If the request is concerned with the prosecution of the

tion pour laquelle, aux termes des dispositions de la présente convention, l'extradition ne puisse être refusée, l'autorisation sera accordée. Il en sera de même s'il s'agit de l'exécution d'une peine à laquelle l'individu a été condamné par un tribunal de l'Etat requérant.

*Article 14.*

Lorsqu'un individu est livré par un Etat tiers à l'un des Etats contractants et qu'il est nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Etat contractant, celui-ci ne s'opposera pas au transit, si les circonstances de l'affaire sont telles qu'elles comportent, le cas échéant, l'extradition en conformité des stipulations de la présente convention. La demande de transit sera faite par la voie diplomatique et accompagnée, soit de l'arrêté d'extradition en original ou en expédition authentique, soit d'un document énonçant un jugement ou mandat conforme aux dispositions de l'article 8. Le transit aura lieu sous escorte d'un agent au service de l'Etat sur le territoire duquel il s'effectue.

*Article 15.*

1. Si, dans la poursuite d'une infraction non-politique ou non purement militaire, une autorité judiciaire de l'un des Etats contractants juge nécessaire l'audition de témoins séjournant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction à effectuer sur ledit territoire, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique et il y sera donné suite dans la mesure où le permet la législation de l'Etat requis. L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée dans le cas où l'instruction aurait pour objet un fait non punissable dans l'Etat requis.

2. L'Etat requérant sera, s'il le demande et autant que possible, avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée.

*Article 16.*

Si, dans la poursuite d'une infraction non-politique ou non purement militaire instruite dans l'un des Etats contractants, la production d'objets et de documents propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Etat est jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé, et sauf le droit pour l'Etat requis de mettre pour condition à ladite production l'obligation de restituer les objets ou documents susvisés.

*Article 17.*

Les frais occasionnés en exécution des mesures prévues par la présente convention resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces mesures auront été prises, à l'exception des frais du transit à travers le territoire de l'un des Etats contractants visé à l'article 14.

*Article 18.*

La présente convention ne s'applique pas aux demandes de renvoi des marins déserteurs.

*Article 19.*

Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention devront être rédigés dans la langue officielle de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction authentique en cette langue.

person surrendered and refers to an offence for which, under the terms of the present Convention, extradition may not be refused, permission shall be granted. The same shall also apply to the serving of a sentence imposed on the person by a Court of the claimant State.

*Article 14.*

When a person is surrendered by a third State to one of the Contracting States and has to be conveyed through the territory of the other Contracting State, the latter may not oppose transit if the circumstances of the case are such that they would involve extradition in conformity with the provisions of the present Convention. The request for transit shall be made through the diplomatic channel and shall be accompanied either by the original or a certified copy of the extradition order, or a document stating that judgment has been delivered or a warrant of arrest issued in accordance with the provisions of Article 8. Transit shall take place under the escort of a police officer of the State through whose territory the prisoner is conveyed.

*Article 15.*

1. If in proceedings taken in respect of a non-political or not purely military offence a judicial authority of either Contracting State deems it necessary to hear witnesses residing in the territory of the other State or to carry out in that territory any other act connected with the judicial enquiry, the request shall be made in writing through the diplomatic channel and shall be complied with as far as the law of the State applied to allows. Execution of the letters rogatory may be refused if the judicial enquiry relates to a matter which is not punishable in the State applied to.

2. The applicant State shall, if it so requests and in so far as is possible, be notified in advance and in good time of the date and place at which the required steps will be taken.

*Article 16.*

If in preliminary proceedings in respect of a non-political or not purely military offence conducted in either Contracting State the production of objects and documents likely to serve as proof of the offence, which are in the possession of the authorities of the other State, is deemed to be necessary, a request therefore shall be made through the diplomatic channel and shall be complied with unless there are special objections thereto in any particular case, and subject to the right of the State applied to to make it a condition that such objects or documents shall be returned.

*Article 17.*

The expenses occasioned by the execution of the measures laid down in the present Convention shall be borne by the State in whose territory such measures have been taken, with the exception of the costs of transit over the territory of one of the Contracting States, as mentioned in Article 14.

*Article 18.*

The present Convention shall not apply to requests for the return of deserting seamen.

*Article 19.*

The documents produced in cases coming under the present Convention must be drawn up in the official language of the State applied to or accompanied by a certified translation in that language.

*Article 20.*

1. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

2. La présente convention entrera en vigueur vingt jours après l'échange des ratifications et elle restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'un des Etats contractants.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Fait à Vienne en double original, le 24 mars 1930.

(L. S.) UNDÉN.

(L. S.) SCHÖBER.

## PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les deux Hautes Parties contractantes déclarent être d'accord sur le point suivant :

Les Etats contractants se réservent, en cas de revision du Code pénal en vigueur dans le territoire de l'un d'eux, la faculté d'amender, par simple échange de notes, les stipulations de la présente convention qui ne seraient plus conformes aux dispositions du code révisé.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Vienne, en double original, le 24 mars 1930.

UNDÉN.

SCHÖBER.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères

le 21 juillet 1930.

*Le Chef des Archives p. i. :*

C<sup>te</sup> Lewenhaupt.

*Article 20.*

1. The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Stockholm as soon as possible.

2. The present Convention shall come into force twenty days after the exchange of ratifications and shall remain in force until the expiration of a period of six months as from the date of its denunciation by either Contracting State.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Vienna, in duplicate, on March 24, 1930.

(L. S.) UNDÉN.

(L. S.) SCHÖBER.

## FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Convention, the two High Contracting Parties declare that they are agreed on the following point :

The Contracting States reserve the right, in the event of the Penal Code at present in force in the territory of either being revised, to amend by mere exchange of notes any provisions of the present Convention which are no longer in harmony with the provisions of the revised Code.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Vienna, in duplicate, March 24, 1930.

UNDÉN.

SCHÖBER.

